Loi organique n° 2020-035 du 30 juillet 2020 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes

Vu la Constitution du 25 novembre 2010 ;

Vu l'arrêt n° 05/CC/MC du 28 juillet 2020 de la Cour constitutionnelle ;

Le Conseil des Ministres entendu,
l'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER : DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier : La présente loi détermine les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes.

Art. 2 : La Cour des comptes a son siège à Niamey. Il peut être déplacé en tout autre lieu du territoire national en cas de circonstances exceptionnelles.

TITRE II : DES ATTRIBUTIONS, DE LA COMPOSITION ET DE L'ORGANISATION DE LA COUR

Chapitre premier : Des attributions

Art. 3 : La Cour des comptes est la plus haute juridiction de contrôle des finances publiques. Elle est juge des comptes de l'État, des collectivités territoriales, des établissements et entreprises publics, des autorités administratives indépendantes et de tout organisme bénéficiant du concours financier de l'État et de ses démembrements.

Elle exerce une compétence juridictionnelle, une compétence de contrôle ainsi qu'une compétence consultative.

1. Compétence juridictionnelle :

La Cour des comptes est compétente pour juger :

a) Les comptes des comptables publics de l'État, des collectivités territoriales, des établissements publics soumis aux règles de la comptabilité publique ;

b) Les comptes des comptables de fait ;

c) Les fautes de gestion.

2. Compétence de contrôle :

La Cour des comptes exerce un contrôle sur la gestion des administrations en charge des programmes et dotations. Elle émet un avis sur les rapports annuels de performance.

La Cour des comptes est chargée du contrôle de la gestion et de l'exécution du budget ; elle est investie à cet effet du pouvoir de contrôle sur :

- la gestion de toutes les collectivités publiques et s'assure notamment, du bon emploi des crédits, des fonds et des valeurs gérés par les services de l'État et par les autres personnes morales de droit public ;

- l'exécution des lois de finances ;

- tout projet de développement financé sur ressources extérieures ;

- tout organisme ou tout fonds alimenté par un appel au public ou à la solidarité nationale ou internationale ;

- tout organisme qui bénéficie d'un concours financier de l'État ou d'une autre personne morale de droit public, ainsi que tout organisme bénéficiant du concours financier des entreprises publiques et de leurs filiales.

Elle est chargée de la vérification de la gestion :

- des entreprises publiques de l'État à caractère industriel et commercial ;

- des sociétés d'État ;

- des sociétés à participation financière publique ;

- des sociétés anonymes dans lesquelles l'État possède une part du capital social.

Elle est chargée aussi de contrôler :

- les comptes annuels des partis politiques ;

- les comptes des organismes publics qui assurent, en tout ou en partie, la gestion d'un régime de prévoyance légalement obligatoire ;

- les déclarations des biens du Président de la République, du Premier Ministre et des Ministres ainsi que celles des présidents des autres institutions de la République, des responsables des autorités administratives indépendantes et de tout autre agent public assujéti à cette obligation.

La Cour peut également assurer la vérification des comptes et de la gestion :

- des autres établissements ou organismes publics, quelque soit leur statut juridique, qui exercent une activité industrielle ou commerciale ;

- des sociétés, des groupements ou des organismes, quelque soit leur statut juridique, dans lesquels l'État, les collectivités, les personnes morales ou les établissements publics, des organismes soumis au contrôle de la Cour des comptes détiennent, séparément ou ensemble, une part du capital ou des voix dans les organes délibérants ;

Art. 72 : Dans le cas où une gestion de fait n'a pas fait l'objet de poursuites pénales, le comptable de fait peut-être condamné par la Cour à une amende calculée suivant l'importance et la durée du maniement des deniers publics et dont le montant ne peut dépasser le total des sommes indûment maniées.

Art. 73 : Lorsqu'elle fait application des dispositions des articles 69 et 71 ci-dessus, la Cour statue d'abord à titre provisoire et impartit au comptable un délai d'un (1) mois pour faire valoir ses moyens de défense. Après examen de ceux-ci, elle statue à titre définitif. En outre, elle mentionne dans son arrêt provisoire qu'en l'absence de toute réponse, elle statuera de droit à titre définitif après expiration du délai ci-dessus.

En ce qui concerne l'amende visée à l'article 72 ci-dessus, la Cour dans son arrêt provisoire de déclaration de gestion de fait, sursoit à statuer sur l'application de la pénalité. Elle statue sur ce point à titre définitif au terme de l'apurement de la gestion de fait.

Art. 74 : Les amendes prononcées en vertu des dispositions ci-dessus sont attribuées à la collectivité ou à l'établissement intéressé. Les amendes attribuées à l'État sont versées en recettes au budget général.

Toutefois, les amendes infligées à des comptables de services dotés d'un budget annexe sont versées en recettes à ce budget.

Toutes ces amendes sont assimilées aux débits des comptables des collectivités ou établissements quant aux modes de recouvrement, de poursuites et de remises.

Chapitre V : De la discipline budgétaire et financière

Section 1 : Des infractions

Art. 75 : Constitue une faute de gestion, toute violation des règles relatives à l'exécution des recettes et des dépenses de l'Etat et des autres organismes publics et plus particulièrement :

- l'engagement d'une dépense, sans l'obtention du visa préalable dans les conditions prescrites par la réglementation en vigueur sur le contrôle financier de l'État ;
- la non prise en compte du refus de visa opposé par le contrôle financier à une proposition d'engagement de dépense sans l'obtention de l'avis conforme du Ministre en charge des finances ;
- l'engagement des dépenses sans l'obtention à cet effet de délégation de signature ;
- la modification budgétaire irrégulière ;
- le non-respect des règles relatives au Code des marchés publics ;
- le non-respect de la législation et de la réglementation relative à la gestion des fonctionnaires et des agents ;
- toute omission d'obligation de déclaration fiscale et sociale ;
- toute déclaration inexacte ou incomplète aux administrations fiscales ;
- toute omission, en méconnaissance ou en violation des dispositions fiscales en vigueur, de remplir les obligations qui en découlent en vue d'avantager indûment des contribuables ;
- toute procuration ou tentative de procuration à autrui ou à soi-même, en méconnaissance de ses obligations et dans l'exercice de ses fonctions d'un avantage pécuniaire ou en nature non prévu par la réglementation y compris la surfacturation ;
- l'inexécution totale, partielle ou tardive d'une décision de justice passée en force de chose jugée entraînant la condamnation d'une personne morale de droit public ou d'un organisme soumis au contrôle de la Cour ;

- le non-respect des règles relatives à l'acquisition, à la gestion ou à l'aliénation du patrimoine mobilier et immobilier de l'État, des collectivités territoriales et leurs établissements publics ;

- toute infraction à la réglementation financière des collectivités territoriales et des établissements publics qu'ils soient nationaux ou locaux ;

- toute infraction à la réglementation financière propre aux entreprises publiques, sociétés d'État et sociétés à participation financière publique ;

- tout préjudice causé par les responsables à l'organisme public au sein duquel ils exercent des responsabilités, par des carences graves dans les contrôles qu'ils sont tenus d'exercer ou par des omissions ou négligences dans leur rôle de direction.

La poursuite de ces infractions devant la Cour ne fait pas obstacle à l'exercice de l'action pénale ou disciplinaire ; dans le cas de poursuites pénales concomitantes, il est sursis aux poursuites devant la Cour des comptes jusqu'à la fin de l'action pénale.

Section 2 : Des personnes justiciables

Art. 76 : Sont soumis à la juridiction de la Cour des comptes, les ordonnateurs, les administrateurs de crédits et leurs délégués.

Sont également justiciables au titre des fautes de gestion :

- tout agent de l'État, tout membre d'un cabinet ministériel, tout agent d'une collectivité territoriale, tout agent d'un établissement public ;
- tout représentant, administrateur ou agent des organismes qui sont soumis au contrôle de la Cour des comptes ;
- tous ceux qui exercent de fait, les fonctions des personnes désignées ci-dessus.

Les membres du Gouvernement ne relèvent pas de la Chambre de discipline budgétaire et financière.

Section 3 : De la procédure

Art. 77 : Ont qualité pour saisir la Cour, par l'organe du Ministère public :

- le Président de l'Assemblée nationale ;
- le Premier Ministre ;
- le Ministre en charge des finances ;
- les autres membres du Gouvernement pour les faits relevés à la charge des fonctionnaires et agents placés sous leur autorité et pour les faits relevés à la charge des organismes et des administrations placés sous leur tutelle ;
- la Cour des comptes.

Le Procureur général près la Cour des comptes peut également saisir la Cour de sa propre initiative.

Art. 78 : Sur la base des documents qu'il reçoit et des informations et autres documents qu'il peut demander aux autorités compétentes, le Procureur général peut décider :

- soit la poursuite, et dans ce cas, il sollicite du président de Chambre compétente en matière de discipline budgétaire et financière la désignation d'un Conseiller rapporteur chargé de l'instruction ; il avise les personnes concernées qu'elles sont l'objet de poursuites devant la Cour et qu'elles sont autorisées à se faire assister par un avocat. Le Procureur général informe également de cette poursuite le Ministre ou l'autorité dont dépend ou dépendait le fonctionnaire ou l'agent mis en cause, le Ministre en charge des finances et, le cas échéant, le Ministre de tutelle ;

soit le classement de l'affaire s'il lui apparaît qu'il n'y a pas lieu d'engager des poursuites ; il prend à cet effet une décision motivée qui est communiquée à la partie qui lui a soumis l'affaire.

Le Procureur général peut revenir sur la décision de classement si, à travers les pièces et informations complémentaires qu'il reçoit, il lui apparaît qu'il y a des présomptions sur l'existence de l'une des infractions mentionnées à l'article 75 ci-dessus.

Art. 79 : En cas de poursuite, le Conseiller rapporteur chargé de l'instruction est habilité à procéder à toutes enquêtes et investigations auprès de tous les organismes publics ou privés, se faire communiquer tous documents et entendre toutes les personnes dont la responsabilité paraîtrait engagée, ou tous témoins après qu'ils aient prêté serment selon les formes et conditions prévues par le Code de procédure pénale.

Les séances d'audition sont consignées dans des procès-verbaux rédigés par le greffier. Si, au cours de l'instruction, l'intéressé et les témoins ne répondent pas aux demandes formulées par le Conseiller rapporteur, ce dernier soumet un rapport au Premier président en vue de statuer sur l'affaire conformément aux dispositions de l'article 44 de la présente loi.

L'instruction est secrète.

Si l'instruction fait apparaître des faits susceptibles de constituer des délits ou des crimes, le Conseiller rapporteur établit un rapport administratif qui est communiqué au Procureur général ; celui-ci en informe le Procureur de la République près le Tribunal de grande instance du lieu de commission de l'infraction et le Ministre dont relève l'intéressé.

Art. 80 : Lorsque l'instruction est terminée, le Conseiller rapporteur remet son rapport et l'ensemble du dossier au Président de chambre qui le communique au Procureur général.

Le Procureur général dépose ses réquisitions dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception du dossier.

Art. 81 : L'agent mis en cause est informé selon les mêmes modalités prévues par l'article 78 ci-dessus, qu'il peut dans le délai de quinze (15) jours à compter de la notification, prendre connaissance sur place, au greffe de la Cour, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son avocat, du dossier le concernant. Il peut également obtenir, à ses frais, copies des pièces de son dossier.

La date de la prise de connaissance du dossier fait l'objet d'une mention au greffe.

Le dossier doit être complet et comporter notamment les réquisitions du Ministère public.

Dans le délai de trente (30) jours suivant la date de cette prise de connaissance, l'intéressé peut produire un mémoire écrit, soit par lui-même soit par son avocat.

Ce mémoire est communiqué au Procureur général pour information.

Art. 82 : L'agent mis en cause peut personnellement ou par l'intermédiaire de son avocat solliciter la citation de témoins de son choix et ce, dans le délai mentionné à l'article 81 ci-dessus.

Art. 83 : Lorsque le Premier président estime, après l'examen du dossier, que l'affaire est en état d'être jugée, il ordonne qu'elle soit portée au rôle des audiences de la chambre compétente en matière de discipline budgétaire et financière.

La personne est convoquée quinze (15) jours au moins avant la date de l'audience.

Art. 84 : Le président de la formation en matière de discipline budgétaire et financière assure la direction des débats et la police de l'audience.

Lorsque des exceptions sont soulevées, le président de la formation doit, par jugement avant dire droit, statuer avant de passer au fond de l'affaire.

Cette décision n'est pas susceptible de recours.

Le président de la formation peut prendre toute décision ou ordonner toute mesure qu'il estime utile.

Au début de l'audience, le Conseiller rapporteur qui a instruit l'affaire donne une lecture résumée de son rapport. La personne mise en cause soit par elle-même, soit par son avocat, est appelée à présenter ses explications et justifications.

Le Président peut autoriser les témoins acceptés qui en auront fait la demande, appuyée de toutes justifications qu'il estime suffisantes, à ne pas comparaître personnellement à l'audience et à déposer par écrit. Dans ce cas, lecture est donnée par le Greffier des dépositions écrites des témoins autorisés.

Le Procureur général présente ses conclusions.

Des questions peuvent être posées par le président ou, avec son autorisation, par les membres de la formation, à la personne mise en cause ou son avocat.

Le Procureur général peut faire entendre les personnes dont le témoignage lui paraît nécessaire.

Tous les témoins dont l'audition est décidée, ne peuvent être entendus que sous la foi du serment et dans les formes et conditions prévues par le Code de procédure pénale.

La personne mise en cause ou son avocat a la parole le dernier.

La formation délibère ; le Conseiller rapporteur participe au délibéré avec voix délibérative. L'arrêt est rendu à la majorité des voix.

Art. 85 : La Cour rend son arrêt dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de la mise en délibéré de l'affaire, lors d'une audience à laquelle est convoqué l'intéressé ou son représentant ; cet arrêt est notifié dans le mois suivant son prononcé par le Greffier en chef, à la personne mise en cause, au Ministre en charge des finances, au Ministre intéressé, au Procureur général, à la partie qui a saisi la Cour et aux représentants légaux des organismes concernés.

L'arrêt prononcé est motivé et doit viser expressément les dispositions des textes dont il est fait application. Il ne peut être établi expédition d'un arrêt avant qu'il n'ait été signé.

Il est communiqué au Président de la République par le Premier président.

Section 4 : Des sanctions

Art. 86 : La Cour prononce à l'encontre des personnes ayant commis une ou plusieurs des infractions visées à l'article 75 ci-dessus, une amende dont le montant, calculé selon la gravité et le caractère répétitif de l'infraction, ne peut être inférieur à cent mille (100.000) francs par infraction, sans toutefois que le montant de l'amende par infraction ne puisse dépasser la rémunération nette annuelle que la personne concernée a perçue à la date de l'infraction.

Toutefois, le montant cumulé des amendes précitées ne peut dépasser quatre fois le montant annuel de ladite rémunération.

Si la Cour établit que les infractions commises ont causé une perte à l'un des organismes soumis à son contrôle, elle ordonne à l'intéressé le remboursement à cet organisme des sommes correspondantes, en principal et intérêts. Les intérêts sont calculés selon le taux légal, à compter de la date de l'infraction.

Si elle relève des faits de nature à justifier une action disciplinaire ou pénale, il est fait application des dispositions de l'article 79 de la présente loi.

Art. 87 : Si l'auteur des infractions visées à l'article 75 ci-dessus bénéficie d'une rémunération autre que publique, l'amende dont il est passible est calculée en fonction de sa rémunération nette annuelle dans les conditions fixées à l'article précédent.

S'il n'est pas salarié, l'amende peut atteindre l'équivalent de la rémunération nette annuelle correspondant à celle d'un administrateur de l'administration centrale à l'échelon de rémunération le plus élevé.

Le principe de non cumul est applicable lorsque la Cour prononce plusieurs amendes contre une même personne. Ces amendes sont allouées à l'État, à la collectivité territoriale ou à l'établissement ou organisme intéressés.

Le recouvrement des amendes est assuré par le receveur général du Trésor, par le receveur de la collectivité territoriale concernée, ou par le comptable de l'organisme intéressé. Ils sont alors destinataires des extraits d'arrêts les concernant.

Ils poursuivent par tous moyens de droit, notamment par précompte sur les traitements, salaires et/ou revenus perçus par la personne condamnée.

Art. 88 : Lorsque plusieurs personnes sont impliquées dans une même affaire, la formation peut se prononcer par un seul arrêt.

Art. 89 : La personne mise en cause et les témoins qui ne répondent pas dans le délai imparti par la Cour aux demandes de communication de pièces et documents ou aux convocations qui leur sont adressées par la Cour, ou refusent de prêter serment ou de témoigner, peuvent être condamnés par une formation de la Cour désignée par le Premier président à une amende de cinquante mille (50 000) à cent mille (100 000) francs.

En outre, cette formation peut condamner les personnes concernées à une astreinte de cinq mille (5.000) francs par jour de retard.

Art. 90 : Les auteurs de faits visés à l'article 75 de la présente loi ne sont passibles d'aucune sanction s'ils peuvent se prévaloir d'un ordre écrit préalablement donné par la personne légalement habilitée à donner un tel ordre.

Art. 91 : Les faits visés à l'article 75 ci-dessus ne peuvent plus faire l'objet de poursuites devant la Cour après l'expiration d'un délai de six ans à compter du jour où ils ont été commis.

Chapitre VI : De la notification des arrêts

Art. 92 : Les arrêts de la Cour des comptes sont notifiés par le Procureur général aux autorités administratives et par le Secrétaire général aux comptables publics et aux justiciables.

Art. 93 : Les comptables publics et autres justiciables déposent au greffe de la Cour leurs réponses aux arrêts provisoires.

Ces réponses sont transmises sans délai par le Greffier en chef au Président de la Chambre compétente.

Il les notifie, en outre, en copie au Procureur général.

Art. 94 : En cas d'incapacité, d'absence ou de décès des comptables, la notification prévue à l'article 92 est faite dans les mêmes conditions aux représentants légaux ou aux héritiers des comptables.

Art. 95 : Tout comptable public dont les comptes sont jugés par la Cour des comptes et qui cesse définitivement ses fonctions est tenu, tant qu'il n'a pas obtenu sa libération définitive, de faire connaître son domicile dans le procès-verbal de remise de service et d'aviser le Greffier en chef de la Cour, par lettre recommandée, de tout changement ultérieur de son domicile. Les mêmes obligations incombent aux représentants légaux et aux héritiers des comptables.

Art. 96 : Si, par suite du refus du comptable, de ses représentants légaux ou de ses héritiers, ou pour toute autre cause, la notification par lettre recommandée ne peut atteindre son destinataire, le Greffier en chef de la Cour des comptes adresse l'arrêt ou l'ordonnance au comptable public de la circonscription territoriale dans laquelle se trouve le dernier domicile connu ou déclaré de l'intéressé.

Dès réception de l'arrêt ou de l'ordonnance, le comptable public fait procéder à une notification à personne ou à domicile par un huissier de justice qui en retire récépissé et en dresse procès-verbal. Si, dans l'exercice de cette mission, l'agent huissier ne trouve au domicile indiqué ni le comptable lui-même ni un membre de sa famille ou une personne à son service qui accepte de recevoir l'arrêt ou l'ordonnance et d'en donner récépissé, l'arrêt ou l'ordonnance est déposé par lui au secrétariat de la Mairie de la commune du domicile. Il dresse de ces faits un procès-verbal qui est joint à l'arrêt ou à l'ordonnance. Un avis, rédigé dans les termes suivants, est affiché pendant trente (30) jours à la porte de la Mairie, dans le cadre réservé aux affiches officielles : " M/Mme... (nom et qualité) est informé qu'un arrêt ou une ordonnance le concernant a été rendu par la Cour des comptes à la date du... ".

Une expédition de cet arrêt ou de cette ordonnance est déposée au secrétariat de la Mairie, où elle lui sera remise contre récépissé. Faute de le faire avant la date d'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, la notification dudit arrêt ou de cette ordonnance sera considérée comme lui ayant été valablement faite à cette date avec toutes les conséquences de droit qu'elle comporte. Le récépissé du comptable ou, à défaut, le procès-verbal de l'huissier de justice et le certificat du Maire constatant l'affichage pendant un mois sont transmis sans délai par ce dernier au Greffier en chef de la Cour.

Art. 97 : Les arrêts de la Cour des comptes concernant les personnes déclarées comptables de fait leur sont notifiés par le Greffier en chef de la Cour par lettre recommandée avec avis de réception ; le Directeur général du trésor et de la comptabilité publique reçoit ampliation desdits arrêts.

En cas de besoin, la notification des arrêts est faite suivant les procédures prévues aux articles 92 à 96.

Art. 98 : Les arrêts de la Cour des comptes sont notifiés au Ministre en charge des finances.

Lorsque les arrêts sont rendus sur les comptes des collectivités territoriales et des établissements publics, ils sont également notifiés aux représentants légaux et aux autorités de tutelle desdites collectivités et établissements.

Ces notifications sont faites par le Greffier en chef.

TITRE IV : DES VOIES DE RECOURS ET DE L'EXÉCUTION DES ARRÊTS

Chapitre premier : Des voies de recours

Section 1 : De l'appel

Art. 99 : Les décisions rendues par les chambres régionales des comptes sous forme de jugement peuvent faire l'objet d'appel devant la Cour des comptes.

L'appel est formé par déclaration écrite par la personne mise en cause, par un avocat, par un mandataire muni d'un pouvoir spécial de représentation ou par toute autre personne ayant un intérêt.

L'appel est formé au greffe de la chambre qui a rendu la décision dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification. Il est inscrit dans un registre tenu par le Greffier de ladite chambre.

Ce registre est coté et paraphé par le Secrétaire général de la Cour des comptes.

L'appel mentionne les noms, prénoms, profession et domicile de l'appelant et s'il s'agit d'une personne morale, outre ses éléments d'identification, le nom de son représentant légal. Extrait de l'acte d'appel est remis à l'appelant et une copie est classée au dossier.

Dans un délai de trente (30) jours à compter de la date d'appel, le Greffier de la chambre régionale qui a rendu le jugement attaqué adresse au Greffier en chef de la Cour des comptes :

- le dossier de la procédure ;
- l'extrait d'acte d'appel ainsi que les pièces qui y sont jointes ;
- une expédition du jugement attaqué.

L'appel interjeté a un effet suspensif.

Le Greffier en chef de la Cour qui reçoit le dossier d'appel l'enregistre à l'arrivée dans un registre d'ordre.

Au vu de l'inventaire dressé par le Greffier de la chambre régionale, le Greffier en chef de la Cour s'assure de l'effectivité de toutes les pièces et transmet le dossier au Premier président.

Dans un délai de sept (7) jours, le Premier président retourne le dossier au greffe central pour transmission au Président de la chambre compétente qui procède dans les quarante-huit (48) heures à la désignation d'un Conseiller rapporteur.

Le Conseiller rapporteur vérifie si l'appel est formé dans les forme et délai requis. S'il estime que le dossier est incomplet, il saisit le greffe central des mémoires, pièces ou documents manquants qu'il juge utiles de produire dans un délai qui ne saurait excéder trente (30) jours.

Si les documents demandés ne sont pas produits dans le délai requis, les parties intéressées peuvent solliciter un nouveau délai par demande écrite adressée au Président de la chambre.

Lorsqu'il estime que l'affaire est en état, le Conseiller rapporteur dresse un rapport et se dessaisit du dossier par le dépôt de son rapport au greffe.

Aucune pièce ou document ne peut être reçu par la Cour après le dépôt du rapport du Conseiller rapporteur.

L'instruction terminée, il est procédé conformément aux dispositions de l'article 49 de la présente loi.

Section 2 : De la révision

Art. 100 : La Cour des comptes, après avoir rendu un arrêt définitif, peut, pour erreur, omission, faux ou double emploi découverts postérieurement à l'arrêt, procéder à sa révision soit d'office, soit sur demande :

- du comptable, appuyée des pièces justificatives retrouvées depuis l'arrêt ;
- du Ministre en charge des finances ou des représentants légaux des collectivités territoriales ou autre organisme soumis au contrôle de la Cour ;
- du Procureur général.

La requête en révision du comptable ou des ordonnateurs, accompagnée des pièces probantes, est adressée au Premier président de la Cour avec un récépissé de la partie adverse constatant que la demande en révision lui a été signifiée.

La requête en révision doit comporter l'exposé des faits et moyens invoqués par le requérant et être accompagnée d'une copie de l'arrêt, objet de la demande en révision ainsi que des justifications servant de base à ladite requête.

Le Premier président saisit de la requête la formation de la Cour qui a rendu l'arrêt.

Art. 101 : Si la formation estime, après instruction, que les pièces produites ne justifient pas l'ouverture d'une instance en révision, elle rejette la demande. Sa décision est sans recours.

Quand elle admet la demande, la formation prend par le même arrêt et pour ce qui concerne le comptable, une décision préparatoire de mise en état de révision du compte et lui impartit un délai de deux (2) mois pour produire les justifications supplémentaires éventuellement nécessaires à la révision lorsque celle-ci est demandée par lui, ou faire valoir ses moyens lorsque la révision est engagée contre lui. Le délai est le même lorsqu'il s'agit d'un gestionnaire.

Après examen des réponses ou après l'expiration du délai imparti, la formation statue au fond.

Lorsqu'elle décide la révision à titre définitif, elle annule l'arrêt déferé, ordonne au besoin des garanties à prendre et procède au jugement des opérations contestées dans la forme d'une instance ordinaire.

Art. 102 : Lorsque la Cour des comptes, agissant d'office, estime après instruction que les faits dont la preuve est apportée permettent d'ouvrir une instance en révision, elle prend un arrêt préparatoire de mise en état de révision des comptes et procède dans les conditions prévues aux articles 100 et 101.

Art. 103 : Le recours en révision doit être soumis à la Cour dans un délai de trois (3) ans à compter de la date de la notification de l'arrêt au comptable ou à ses ayants droit.

Le recours en révision n'a pas d'effet suspensif.

Section 3 : Du pourvoi en cassation

Art. 104 : Les comptables ou les gestionnaires ainsi que le Procureur général peuvent saisir par requête la Cour d'un pourvoi en cassation contre ses arrêts définitifs pour vice de forme, incompétence, violation ou une fausse application de la loi, erreur ou omission de statuer, contrariétés, défaut, insuffisance ou obscurité des motifs.

Sous peine d'irrecevabilité, le pourvoi est formé par requête écrite et signée par le demandeur dans un délai de deux (2) mois, lequel court à compter du jour de la notification de l'arrêt.

La requête déposée au greffe de la Cour doit :

- indiquer le nom, prénom, profession et domicile du requérant ;
- contenir un exposé des faits et un énoncé des moyens de droit invoqués contre la décision attaquée.

Après enregistrement, le Greffier en chef transmet le dossier au Premier président de la Cour.

Celui-ci désigne par ordonnance un Rapporteur et lui impartit un délai pour déposer son rapport.

Le Rapporteur désigné vérifie si le pourvoi est en état d'être jugé. Dans le cas où le dossier se révélerait incomplet, il enjoint au requérant de déposer au greffe, dans un délai qu'il fixe, un mémoire complémentaire et tous autres documents qu'il juge utiles.

Lorsqu'il estime le dossier en état, le Rapporteur rédige et dépose son rapport au greffe de la Cour.

Aucun mémoire ne peut être produit après le dépôt du rapport au greffe.

Dès réception du rapport, le Greffier en chef le transmet ainsi que toutes les pièces de la procédure au Procureur général.

Dans les trente (30) jours qui suivent la réception du dossier, le Procureur général le retourne au greffe avec ses conclusions.

Le Premier président fixe la date de l'audience.

La Cour statue conformément aux dispositions de l'article 33 de la présente loi.

Le recours en cassation est porté devant les chambres réunies.

Les chambres réunies vérifient si le pourvoi a été régulièrement formé.

Lorsqu'elles estiment que les conditions de forme ne sont pas remplies, elles rendent un arrêt d'irrecevabilité.

Si le pourvoi devient sans objet, les chambres réunies décident du prononcé d'un non-lieu à statuer.

En cas de désistement au pourvoi avant l'examen au fond de la cause, les chambres réunies constatent le désistement et condamnent le requérant aux dépens.

Si le pourvoi est recevable et que les chambres réunies le jugent mal fondé, elles rendent un arrêt de rejet.

Si le pourvoi est recevable et qu'elles l'estiment bien-fondé, les chambres réunies cassent et annulent la décision à elles déférée.

Les chambres réunies statuent sans renvoi.

Le pourvoi en cassation n'a pas d'effet suspensif.

Chapitre II : De l'exécution des arrêts

Art. 105 : Les arrêts définitifs de la Cour des comptes sont revêtus de la formule exécutoire lorsqu'ils donnent lieu à la fixation d'une amende ou la prononciation d'un débet.

Dans ce cas, leur exécution est poursuivie par toutes les voies de droit, à la diligence du Ministre en charge des finances, de l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou de tout organe intéressé.

Un rapport sur l'état des procédures de recouvrement, en cours ou achevées dans l'année, est adressé chaque année par chacun des ordonnateurs cités ci-dessus au Président de la République, au Premier Ministre, au Premier président et au Procureur général de la Cour des comptes.

TITRE V : DU CONTRÔLE DE LA GESTION ET DU CONTRÔLE DE LA DÉCLARATION DES BIENS

Chapitre premier : Des procédures de contrôle de la gestion

Section 1 : Des dispositions communes

Art. 106 : La Cour contrôle la gestion des organismes énumérés à l'article 3 de la présente loi, afin d'en apprécier la qualité et de formuler, éventuellement, des suggestions sur les moyens susceptibles d'en améliorer les méthodes et d'en accroître l'efficacité et le rendement.

Le contrôle de la Cour porte sur tous les aspects de la gestion. À cet effet, la Cour apprécie la réalisation des objectifs assignés, les résultats obtenus ainsi que le coût et les conditions d'acquisition et d'utilisation des moyens mis en œuvre.

Le contrôle de la Cour porte également sur la régularité et la sincérité des opérations réalisées ainsi que sur la réalité des prestations fournies, des fournitures livrées et des travaux effectués. La Cour s'assure que les systèmes et procédures mis en place dans les organismes soumis à son contrôle garantissent la gestion optimale de leurs ressources et de leurs emplois, la protection de leur patrimoine et l'enregistrement de toutes les opérations réalisées. Elle peut effectuer des missions d'évaluation des programmes afin d'établir sur la base des réalisations, dans quelle mesure les objectifs assignés à chaque programme ont été atteints, au regard des moyens mis en œuvre.

Art. 107 : Le contrôle de la Cour s'exerce sur les matières définies à l'article 3 de la présente loi.

Elle évalue ses activités et sa performance en matière d'audit et met en place un système de contrôle et assurance qualité en son sein.

Art. 108 : Les responsables des services et des organismes vérifiés sont tenus de communiquer aux magistrats de la Cour, sur leur demande, tous documents et de fournir tous renseignements, relatifs à la gestion des services soumis au contrôle de la Cour.

Art. 109 : En cas de retard dans la production des documents comptables, la Cour peut prononcer à l'encontre des personnes responsables, une amende dont le montant ne peut excéder cent mille (100.000) francs. Elle peut en plus prononcer une astreinte dont le montant ne peut excéder cinq mille (5.000) francs par jour de retard.

Art. 110 : Au vu du programme annuel de contrôle de la Cour prévu à l'article 26 de la présente loi, le Président de la chambre désigne par ordonnance les conseillers qui procèdent au contrôle de la gestion des organismes inscrits audit programme.

Les conseillers sont habilités à se faire communiquer tous documents ou pièces justificatives susceptibles de les renseigner sur la gestion de ces organismes et à procéder à l'audition des personnes dont ils estiment le témoignage nécessaire ; dans le cas où les personnes concernées ne répondent pas aux demandes formulées par les conseillers, il est statué conformément aux dispositions de l'article 44 de la présente loi.

Art. 111 : Les observations relevées par les conseillers, sont portées à la connaissance des responsables des organismes concernés qui peuvent formuler, le cas échéant, leurs réponses dans un délai de trente (30) jours.

Art. 112 : À l'expiration du délai prévu à l'article précédent, le Conseiller rapporteur établit son rapport dans lequel il reprend les observations relatives à la gestion du service, de l'établissement ou entreprise publics ou société concernés et qui relèvent des compétences de la Cour en matière de contrôle de la gestion.

Si le Conseiller rapporteur relève des observations ou prend connaissance de documents ou renseignements qui peuvent être utiles à d'autres conseillers rapporteurs ou qui relèvent de la compétence d'autres chambres, il est tenu de les remettre au Président de la chambre qui les transmet à son tour à la chambre concernée.

Le Conseiller rapporteur dresse un rapport administratif s'il relève des faits susceptibles d'être qualifiés de délit ou de crime ou des éléments constitutifs d'une gestion de fait ou des fautes de gestion. Ce rapport est transmis au Procureur général par le Président de la chambre concernée.

Art. 113 : Le rapport de contrôle de la gestion, accompagné des pièces justificatives objet d'observations, est remis au Président de la chambre. Le rapport est soumis à la délibération de la chambre.

Pour délibérer en matière de contrôle de la gestion, la chambre doit être composée du Président et de deux conseillers au moins dont le Conseiller rapporteur.

À l'initiative du Président de la chambre, des vérificateurs peuvent assister aux délibérations de la chambre avec voix consultative.

Pour chaque dossier, le Conseiller présente son rapport devant la chambre.

La chambre peut entendre tout responsable, agent ou contrôleur de l'organisme concerné. Ces responsables ou agents sont déliés de l'obligation du secret professionnel, sous réserve des dispositions de l'article 43 de la présente loi, et s'ils ne répondent pas aux convocations de la Cour, il est statué conformément aux dispositions de l'article 44 de la présente loi.

La chambre peut ordonner des investigations complémentaires.

Les décisions de la chambre sont prises à la majorité des voix.

Art. 114 : Sur la base des délibérations de la chambre et s'il y a lieu, des résultats des investigations complémentaires et des réponses des responsables des organismes concernés, le Conseiller rapporteur prépare en même temps un projet de rapport définitif en intégrant les réponses des responsables et un projet de rapport particulier qui représente la synthèse du premier.

Le Président de la chambre les communique au Procureur général qui dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la réception desdits projets de rapport pour déposer ses conclusions.

Art. 115 : Les projets de rapport définitif et de rapport particulier sont soumis à la délibération de la chambre.

Si la chambre relève des faits susceptibles d'être qualifiés délit ou crime, elle en saisit le Procureur général près la Cour conformément aux dispositions de l'article 61 de la présente loi.

Si des éléments constitutifs d'une gestion de fait au sens de l'article 62 de la présente loi sont relevés, la chambre compétente demande au Conseiller de préparer un rapport à ce sujet qu'il transmet au Procureur général conformément aux dispositions de l'article 63 de la présente loi.

Si les faits relevés sont de nature à justifier une sanction pénale ou disciplinaire, il est fait application des dispositions du dernier alinéa de l'article 79 de la présente loi.

Art. 116 : Les rapports particuliers délibérés en chambre sont signés par le Président et le Greffier de chambre. Ils sont adressés par le Premier président de la Cour au Président de la République, au Ministre en charge des finances et au Ministre de tutelle.

Ces rapports, accompagnés des avis et commentaires reçus, sont ensuite transmis au Rapporteur général.

Section 2 : Des collectivités publiques

Art. 117 : Si, lors de l'examen des comptes, la Cour constate des irrégularités imputables aux administrateurs ou relève des lacunes dans la réglementation ou des insuffisances dans l'organisation administrative et comptable, le Premier président de la Cour en informe par référés les Ministres intéressés ou les autorités de tutelle et leur demande de lui faire connaître les mesures à prendre en vue de les faire cesser.

Les référés adressés à cet effet, sont transmis par le Procureur général, en ampliation, au Ministre en charge des finances.

Art. 118 : Les Ministres sont tenus de répondre dans le délai de soixante (60) jours aux référés de la Cour. Celle-ci transmet copie des réponses reçues au Ministre en charge des finances.

Le Premier président de la Cour porte à la connaissance du Président de la République les irrégularités prévues à l'article 117 et l'absence de réponses dans les délais impartis et lui signale, le cas échéant, les questions pour lesquelles les référés n'ont pas reçu de suite satisfaisante.

Art. 119 : Les irrégularités administratives de moindre importance peuvent faire l'objet de notes du Premier président de la Cour adressées aux directeurs, chefs de service ou autorités de tutelle.

S'il n'y est pas répondu ou si la réponse n'est pas satisfaisante, la question soulevée peut être portée à la connaissance du Ministre intéressé, par référé.

Art. 120 : Au cas où elle relève des fautes ou négligences ayant compromis les intérêts financiers de l'État, de l'organisme ou de la collectivité contrôlée, la Cour peut, dans tous les cas, demander qu'une action disciplinaire soit engagée contre les auteurs de ces fautes ou négligences. L'autorité compétente doit, dans un délai de six (6) mois maximum, faire connaître au Premier président de la Cour la décision intervenue.

Section 3 : Des entreprises publiques

Art. 121 : Les établissements publics à caractère industriel et commercial, les sociétés d'État ainsi que les sociétés d'économie mixte dans lesquelles l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics détiennent séparément ou conjointement une part du capital, les ordonnateurs et leurs délégués, sont contrôlés par la Cour des comptes dans les conditions fixées par la présente loi. La liste de ces entreprises est fixée par arrêté du Ministre en charge des finances et notifiée à la Cour.

Cette liste a valeur énonciative.

Art. 122 : Les comptes et bilans des établissements et sociétés ci-dessus visés, accompagnés des états de développement du compte de résultats ainsi que du compte d'exploitation et de toutes annexes comptables dont la tenue est exigée par les règles propres à l'entreprise contrôlée, sont transmis à la Cour après avoir été établis par le Conseil d'administration ou l'organe en tenant lieu.

La Cour reçoit également les rapports des commissaires aux comptes, des fonctionnaires éventuellement chargés de l'exercice du contrôle financier, ainsi que le rapport d'activités établi par le Conseil d'administration, lorsque ce rapport est prévu par les règles propres à l'établissement ou à la société contrôlée.

Art. 123 : La transmission de ces documents, sauf dispositions législatives ou statutaires contraires, doit, sous peine des sanctions prévues à l'article 44 de la présente loi, avoir lieu dans les quatre (4) mois qui suivent la clôture de l'exercice. Toutefois, le Ministre en charge des finances peut, après avis du Ministre de tutelle de l'établissement ou de la société, fixer des délais supplémentaires qui pourraient être nécessaires pour la présentation de leurs comptes.

Art. 124 : Les établissements et sociétés susvisés sont tenus de conserver les pièces justificatives de leurs opérations à la disposition de la Cour pour les vérifications qui ont lieu sur place.

Art. 125 : La Cour des comptes procède à l'examen des comptes, bilans et documents suivant la procédure définie dans la section 1 du présent chapitre et en tire les conclusions sur les résultats financiers des entreprises.

Art. 126 : Pour arrêter le rapport et ses conclusions, la Cour peut, si elle l'estime nécessaire, demander l'avis consultatif d'un représentant du Ministre de tutelle de la société ou l'agent en charge du contrôle financier de cet établissement ou cette société.

Art. 127 : Les observations de la Cour sont adressées aux autorités de tutelle et au Ministre en charge des finances par voie de référés ou notes du Premier président.

Les autorités de tutelle sont tenues de répondre dans le délai de soixante (60) jours aux référés de la Cour. Celle-ci transmet copie des réponses reçues au Ministre en charge des finances.

Le Premier président de la Cour porte à la connaissance du Président de la République l'absence de réponses dans les délais impartis et lui signale, le cas échéant, les questions pour lesquelles les référés n'ont pas reçu de suite satisfaisante.

Section 4 : Des organismes de sécurité et de prévoyances sociales

Art. 128 : Sont soumis au contrôle de la Cour des comptes, tous les organismes de sécurité et de prévoyance sociale de droit public jouissant de la personnalité civile et de l'autonomie financière qui assurent en tout ou partie la gestion d'un régime légalement obligatoire :

- a) d'assurances couvrant la maladie, la maternité, la vieillesse, l'invalidité, le décès, les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- b) de prestations familiales.

Art. 129 : Ces organismes présentent à la Cour un exemplaire de leurs comptes établis suivant les règles comptables propres à chacun d'eux, accompagnés des budgets ou états de prévision ainsi que des procès-verbaux de caisse, de banque et de portefeuille. Sauf dispositions légales ou statutaires contraires, cette présentation a lieu, sous peine des sanctions prévues à l'article 44, dans les quatre (4) mois qui suivent la clôture de l'exercice.

Le Ministre en charge des finances et le Ministre de tutelle fixent, s'il y a lieu, les délais supplémentaires qui, à titre exceptionnel, pourraient être nécessaires à certains organismes pour la production de leurs comptes.

Art. 130 : Ces documents sont accompagnés des rapports établis par les commissaires aux comptes, la commission de contrôle ou l'agent en charge de l'exercice du contrôle financier, ainsi que du rapport annuel d'activités approuvé par le Conseil d'administration, chaque fois que ces rapports sont exigés par les règlements propres à chaque organisme.

Art. 131 : Toutes les pièces comptables sont conservées au siège de l'organisme à la disposition de la Cour pour les vérifications qui ont lieu sur place.

Art. 132 : Les réponses prévues à l'article 111 de la présente loi doivent être approuvées par le Président du Conseil d'administration et appuyées s'il y a lieu, de pièces justificatives.

Les observations de la Cour sont adressées aux autorités de tutelle et au Ministre en charge des finances par voie de référé ou de note du Premier président.

Les autorités de tutelle sont tenues de répondre dans le délai de soixante (60) jours aux référés de la Cour. Celle-ci transmet copie des réponses reçues au Ministre en charge des finances.

Le Premier président de la Cour porte à la connaissance du Président de la République l'absence de réponses dans les délais impartis et lui signale, le cas échéant, les questions pour lesquelles les référés n'ont pas reçu de suite satisfaisante.

Section 5 : Des organismes bénéficiant d'un concours financier de l'État

Art. 133 : Les organismes dont la gestion n'est pas assujettie aux règles de la comptabilité publique, font, quels que soient leur statut juridique et la forme de concours qui leur sont apportés par l'État, une collectivité territoriale, un établissement public ou une autre personne publique, l'objet du contrôle de la Cour des comptes.

Si ce concours dépasse 50 % des ressources totales de l'organisme bénéficiaire, le contrôle s'exerce sur l'ensemble de la gestion. Dans le cas contraire, les vérifications se limitent au compte d'emploi.

Ces dispositions sont également applicables aux organismes recevant des concours d'autres organismes eux-mêmes soumis au contrôle de la Cour.

Art. 134 : Le contrôle des organismes bénéficiant d'un concours financier s'effectue sur place, au vu des pièces et des documents comptables que les représentants des organismes précités sont tenus de présenter à tout Magistrat chargé du contrôle.

La procédure définie à la section 1 du présent chapitre est applicable en la matière.

Les observations de la Cour sont adressées aux Ministres intéressés et aux autorités de tutelle par voie de référé ou note du Premier président.

Les Ministres sont tenus de répondre dans le délai de soixante (60) jours aux référés de la Cour. Celle-ci transmet copie des réponses reçues au Ministre en charge des finances.

Le Premier président de la Cour porte à la connaissance du Président de la République l'absence de réponses dans les délais impartis et lui signale, le cas échéant, les questions pour lesquelles les référés n'ont pas reçu de suite satisfaisante.

Section 6 : Des organismes faisant appel à la générosité publique

Art. 135 : La Cour des comptes contrôle les fonds recueillis auprès du public national ou international pour financer des activités non lucratives d'intérêt général.

Le contrôle s'effectue de la même manière qu'en ce qui concerne les organismes publics de sécurité et de prévoyances sociales.

Section 7 : Des comptes annuels des partis

Art. 136 : Tout parti politique qui bénéficie du concours financier de l'État est tenu de présenter ses comptes annuels au plus tard le 31 mars de chaque année à la Cour pour vérification.

Cette vérification porte sur la régularité et la sincérité des comptes du parti.

Les partis politiques doivent présenter les comptes des élections dans les mêmes conditions que les comptes annuels.

L'emploi de la subvention reçue de l'État doit être présenté à la Cour dans un compte séparé.

La Cour peut contrôler l'intégralité des comptes ou uniquement les comptes d'emploi de la subvention.

Art. 137 : Les partis politiques sont tenus de répondre aux requêtes formulées par la Cour tendant à obtenir la justification de la provenance de leurs ressources et leur utilisation.

Toute activité à caractère illicite ou illégal décelée lors des contrôles fait l'objet d'un rapport du Président de la chambre au Premier président qui saisit le Procureur général à toutes fins de droit.

La Cour établit un rapport annuel de vérification des comptes des partis politiques qui sera publié au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Art. 138 : À défaut de production des comptes dans les délais prévus à l'article 136 de la présente, le parti politique défaillant est mis en demeure par la Cour de produire ses comptes dans un délai de trente (30) jours.

Aucune subvention de l'État ne peut être accordée au parti politique qui en bénéficiait avant production des comptes de l'exercice écoulé.

La subvention est définitivement perdue pour l'année en cours lorsque le parti ne s'exécute pas suite à la mise en demeure de la Cour des comptes.

La Cour prononce contre le parti une amende allant de trois cent mille (300.000) à trois millions (3.000.000) de francs.

A la requête de la Cour des comptes, après avis du Procureur général, le Ministre en charge de l'intérieur prononce la suspension de tout parti politique n'ayant pas satisfait dans un nouveau délai de deux (2) mois à l'obligation prévue à l'alinéa 1 ci-dessus.

Chapitre II : Du contrôle des déclarations des biens

Art. 139 : Dans les sept (7) jours de leur entrée en fonction, le Premier Ministre et les Ministres doivent remettre au Premier président de la Cour des comptes la déclaration écrite sur l'honneur de leurs biens. Cette déclaration fait l'objet d'une mise à jour annuelle et à la cessation des fonctions.

Avant l'expiration du délai susvisé, l'assujetti peut, à sa demande et sur justification, se voir accorder un nouveau délai qui ne saurait excéder quinze (15) jours par le Premier président.

La mise à jour annuelle jusqu'à la cessation de fonction ou de mandat doit s'effectuer dans le mois suivant l'année de la déclaration initiale.

En cas de cessation de fonction ou de mandat pour toute autre cause que le décès, l'assujetti est tenu de faire la déclaration prévue ci-dessus dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la cessation des fonctions ou du mandat.

Le défaut de remise de la déclaration des biens dans les délais est porté à la connaissance du Président de la République et du Premier Ministre par note du Premier président.

Le défaillant est sanctionné d'une amende de cinquante mille (50 000) francs CFA par jour de retard liquidée par ordonnance du Premier président sur réquisitions du Procureur général.

Le refus de déclaration est assimilé à une dissimulation de patrimoine ouvrant lieu automatiquement à l'enquête prévue aux articles 143 et suivants de la présente loi.

Le modèle et le contenu des déclarations de biens sont fixés par décret pris en Conseil des Ministres.

Ces dispositions s'étendent aux présidents des autres institutions de la République, aux responsables des autorités administratives indépendantes et à tout autre agent public soumis à la déclaration des biens.

Art. 140 : Dès réception de la déclaration et après enregistrement au bureau d'ordre, le Premier président de la Cour des comptes la transmet au Greffier en chef qui vérifie la qualité du déclarant sur la liste des assujettis.

Le Greffier en chef constitue un dossier qu'il transmet au Président de la chambre compétente et avise le Procureur général du dépôt de la déclaration.

Art. 141 : Le président de chambre désigne un Conseiller rapporteur chargé de vérifier le contenu de la déclaration et des mises à jour.

Art. 142 : Le Conseiller rapporteur remet son rapport au président de chambre, qui le communique au Procureur général.

Le Procureur général renvoie le rapport accompagné de ses conclusions dans un délai de trente (30) jours.

Art. 143 : Au vu du rapport prévu à l'article 142 ci-dessus, le président de chambre, après avis du Procureur général, peut décider de mettre en demeure le déclarant de compléter sa déclaration ou de présenter au Conseiller rapporteur toutes explications ou précisions jugées utiles pour répondre aux observations formulées. Il lui fixe un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de la réception de la mise en demeure, en vue de régulariser sa situation.

Le Conseiller rapporteur dresse son rapport sur les diligences effectuées et les observations qu'elles appellent. S'il demeure des incohérences manifestes et injustifiées entre l'évolution du patrimoine de l'intéressé, ses revenus et ses activités déclarées, le président de chambre en informe le Premier président.

Après consultation et avis du Premier président, le président de chambre peut décider d'autoriser le Conseiller rapporteur à enquêter sur les éventuelles inexactitudes ou omissions contenues dans la déclaration de patrimoine de l'intéressé et, à cette fin, se faire communiquer tous documents ou pièces justificatives de nature à le renseigner sur les éléments de déclarations de l'intéressé et procéder à l'audition des personnes dont il estime le témoignage nécessaire, sans que ces dernières ne puissent lui opposer un éventuel secret professionnel. Toutefois, toute demande d'information auprès de la direction des impôts doit être faite sur ordonnance du Premier président de la Cour des comptes.

Art. 144 : Le Conseiller rapporteur peut également procéder à toutes investigations utiles notamment requérir, des établissements bancaires et établissements financiers aux fins de lui fournir tous renseignements sur l'état des comptes de dépôt ou des valeurs dont le déclarant est détenteur, des services en charge de la conservation foncière un inventaire des biens immeubles immatriculés ou en cours d'immatriculation au nom du déclarant.

Dans l'exercice de ces missions, il ne peut lui être opposé le secret professionnel.

Art. 145 : Lorsqu'il apparaît des présomptions graves et concordantes de commission d'une infraction pénale par le déclarant, le Président de chambre en informe le Premier président et le Procureur général qui saisit l'autorité judiciaire compétente après en avoir avisé l'intéressé.

L'autorité judiciaire compétente informe le Premier président de la Cour des comptes de toute décision judiciaire rendue par elle à l'encontre des personnes assujetties à la déclaration écrite sur l'honneur des biens.

Art. 146 : Les copies des déclarations des biens du Président de la République telles que reçues par la Cour constitutionnelle et les mises à jour sont communiquées à la Cour des comptes aux fins de contrôle suivant les dispositions ci-dessus.

Art. 147 : Toute déclaration des biens inexacte ou mensongère expose son auteur à des poursuites conformément aux dispositions du Code pénal.

Art. 148 : La déclaration initiale et les mises à jour ainsi que la déclaration de cessation de fonctions ou de mandat sont publiées au *Journal Officiel* et par voie de presse.

TITRE VI : DES COMMUNICATIONS GÉNÉRALES ET DE LA CONSERVATION DES PIÈCES

Chapitre premier : Des communications générales

Art. 149 : La Cour des comptes établit annuellement un rapport général public relatif aux observations faites à l'occasion des diverses vérifications effectuées pendant l'année précédente ainsi qu'à la gestion et aux résultats des entreprises contrôlées par elle. Ce rapport est remis au Président de la République, au Président de l'Assemblée nationale et au Premier Ministre. Il est rendu public.

La Cour établit annuellement un rapport sur l'exécution des lois de finances accompagnant la déclaration générale de conformité.

La déclaration générale de conformité et ses annexes ainsi que le rapport sur l'exécution des lois de finances sont déposés par le Gouvernement sur le Bureau de l'Assemblée nationale en même temps que le projet de loi de règlement. A cet effet, la Cour reçoit

le projet de loi de règlement au plus tard le 30 juin de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte.

La Cour des comptes donne son avis sur le système de contrôle interne et le dispositif de contrôle de gestion, sur la qualité des procédures comptables et des comptes ainsi que sur les rapports annuels de performance. Cet avis est accompagné de recommandations sur les améliorations souhaitables.

Ces divers rapports sont ensuite publiés au *Journal Officiel* de la République du Niger.

Chapitre II : De la conservation des pièces

Art. 150 : La Cour des comptes est tenue de conserver les pièces comptables justificatives produites par les comptables publics ainsi que les pièces générales, notamment le budget général, les états de l'actif et du passif, les restes à recouvrer et les restes à payer pendant au moins un délai de cinq (5) années à compter de la date de dépôt du compte de gestion y relatif.

Art. 151 : Les pièces jointes à l'appui des observations figurant aux rapports à fin d'arrêt sont conservées pendant dix (10) ans à partir de la notification de l'arrêt définitif s'y rapportant.

A l'expiration de ce délai, il peut être procédé à la destruction de ces pièces sur décision du Premier président, après avis du Procureur général.

Art. 152 : Le Premier président de la Cour des comptes peut, sur proposition du Président de la chambre concernée et après avis du Procureur général, décider de la conservation ou de la destruction immédiate des pièces justificatives qui n'ont pas fait l'objet d'observations.

Il en est de même de la destruction de toute autre pièce.

Un procès-verbal de toute destruction de pièces sera dressé et signé par le Premier président et le Greffier en chef.

TITRE VII : DES INCOMPATIBILITÉS, DE LA PROTECTION, DES AVANTAGES MATÉRIELS, DES PRIVILÈGES ET AUTRES INDEMNITÉS ACCORDÉS AUX MEMBRES DE LA COUR DES COMPTES

Chapitre premier : Des incompatibilités

Art. 153 : Les fonctions de membre de la Cour des comptes sont incompatibles avec la qualité de membre du Gouvernement, de député ou d'un Cabinet Ministériel. Elles sont également incompatibles avec l'exercice des professions d'auxiliaires de justice et d'une manière générale avec l'exercice de toute activité privée lucrative, de toute fonction politique, publique ou élective.

Des dérogations individuelles peuvent toutefois être accordées aux membres de la Cour par décision du Premier président, pour donner des enseignements ou pour exercer des fonctions ou activités qui ne seraient pas de nature à porter atteinte à leur dignité et à leur indépendance.

Les membres de la Cour peuvent, sans autorisation préalable, se livrer à des travaux agricoles, scientifiques, littéraires ou artistiques.

Chapitre II : De l'immunité et des privilèges accordés aux magistrats de la Cour des comptes

Art. 154 : Sauf cas de flagrant délit, les magistrats de la Cour des comptes ne peuvent être poursuivis, recherchés, arrêtés, détenus ou jugés en matière pénale qu'avec l'autorisation du Bureau de la Cour.

En cas de poursuites autorisées, la chambre criminelle de la Cour de cassation est chargée de l'instruction. A cet effet, elle désigne un de ses membres pour y procéder. A la fin de l'instruction, elle attribue compétence à une autre juridiction déterminée pour jugement.

Chapitre III : Des avantages matériels et autres indemnités alloués aux membres et autre personnel de la Cour des comptes

Art. 155 : Une loi organique fixe les traitements, avantages et indemnités des responsables de la Cour des comptes.

Les traitements, avantages et indemnités des autres membres sont déterminés par décret pris en Conseil des Ministres sur rapport conjoint des Ministres en charge de la justice et du Ministre en charge des finances.

Les traitements, avantages et indemnités des vérificateurs sont déterminés par décret pris en Conseil des Ministres, sur rapport conjoint du Ministre en charge de la justice et du Ministre en charge des finances.

Les indemnités et autres avantages du personnel administratif et technique sont déterminés par décret pris en Conseil des Ministres sur rapport conjoint du Ministre en charge de la justice et du Ministre en charge des finances.

TITRE VIII : DES DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Art. 156 : La Cour des comptes bénéficie de l'autonomie financière.

Elle évalue périodiquement l'efficacité et l'efficacité de l'utilisation de ses ressources et rend public l'utilisation des crédits budgétaires ainsi que l'origine de ses ressources financières.

La Cour des comptes élabore son budget annuel et le transmet aux services du Ministre en charge des finances.

Le régime financier applicable est celui de la comptabilité publique.

Art. 157 : Le Premier président est l'ordonnateur du budget de la Cour et exerce ses fonctions dans les conditions déterminées par la réglementation en vigueur.

Art. 158 : Il est créé un poste comptable à la Cour des comptes dirigé par le trésorier de la Cour.

Les modalités de son fonctionnement sont déterminées par voie réglementaire.

TITRE IX : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 159 : Les dispositions relatives au changement de la durée des mandats prévues aux articles 11 et 12 de la présente loi ne sont pas applicables aux mandats en cours.

Art. 160 : En attendant l'installation effective des chambres régionales :

- la Cour des comptes exerce la plénitude de leurs attributions ;
- les comptables publics principaux des collectivités territoriales prêtent serment devant la Cour en audience ordinaire.

Art. 161 : La présente loi qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment la loi organique n° 2012-08 du 26 mars 2012, est publiée au *Journal Officiel* de la République du Niger et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Niamey, le 30 juillet 2020

Le Président de la République

Issoufou Mahamadou

Le Premier Ministre

Brigi Rafini

Le Ministre de la justice, garde des sceaux

Marou Amadou

- des personnes morales dans lesquelles l'État ou les organismes soumis au contrôle de la Cour des comptes, détiennent directement, séparément ou ensemble, une participation au capital permettant d'exercer un pouvoir prépondérant de décision ou de gestion.

Les finances publiques et les politiques qu'elles soutiennent sont soumis au contrôle externe de la Cour des comptes. Celle-ci participe à l'évaluation des politiques publiques.

Dans les trois (3) mois suivant l'élection présidentielle, la situation globale des finances publiques et en particulier la situation du budget de l'État et de son endettement, fait l'objet d'un rapport préparé par le Gouvernement, audité par la Cour des comptes et publié.

Les contrôles de la Cour des comptes sont exercés conformément aux normes internationales de contrôle des finances publiques. Ces normes sont décrites dans des manuels et guides élaborés par la Cour.

3. Compétence consultative :

La Cour des comptes élabore un rapport sur l'exécution de la loi de finances et une déclaration générale de conformité entre les comptes des ordonnateurs et ceux des comptables publics.

La Cour des comptes peut être consultée par le Gouvernement ou l'Assemblée nationale sur des questions économiques, financières ou de gestion des services de l'État.

Elle peut, à la demande de l'Assemblée nationale, mener toutes enquêtes et études se rapportant à l'exécution des recettes et des dépenses publiques.

Art. 4 : La Cour des comptes donne son avis sur le système de contrôle interne et le dispositif de contrôle de gestion, sur la qualité des procédures comptables et des comptes, ainsi que sur les rapports annuels de performance. Cet avis est accompagné de recommandations sur les améliorations souhaitables.

Les contrôles dévolus à la Cour des comptes visent à :

- déceler toute irrégularité ou infraction par rapport aux normes juridiques et de gestion en vigueur, de manière à permettre, dans chaque cas de prendre les mesures de correction nécessaires et de saisir les autorités compétentes pour suite à donner ;

- engager la responsabilité des personnes en cause, obtenir réparation ou décider des mesures propres à éviter pour l'avenir la répétition de tels manquements ;

- favoriser l'utilisation régulière et efficiente des ressources et promouvoir la transparence dans la gestion des finances publiques.

Art. 5 : la Cour établit un rapport général public annuel, un rapport d'activités, des rapports particuliers, s'il y a lieu, des rapports administratifs.

Chapitre II : De la composition

Art. 6 : La Cour des comptes comprend : le Cabinet du Premier président, le siège, le Parquet général, le Secrétariat général et les Chambres régionales.

1. Le Cabinet du Premier président comprend :

- un Secrétaire particulier ;
- un chef de cabinet ;
- un agent de protocole.

2. Le siège comprend :

- le Premier président, Président de la Cour des comptes ;

- des présidents de Chambre ;
- un Rapporteur général ;
- des présidents de section ;
- des Conseillers ;
- des Vérificateurs.

3. Le Parquet général comprend :

- un Procureur général ;
- un Premier avocat général ;
- des avocats généraux ;
- un Chef de service du Parquet ;
- des attachés de Parquet.

4. Le Secrétariat général comprend :

- un Secrétaire général ;
- un Secrétaire général adjoint ;
- un Greffe central ;
- un Département des ressources financières et du matériel ;
- un Département des ressources humaines ;
- un Département des systèmes d'information ;
- un Département de la communication et des relations publiques ;
- un Département de la documentation et des archives.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement des départements et du greffe central sont déterminés par arrêté du Premier président.

5. Les chambres régionales :

Chaque chambre régionale comprend :

- un Président de chambre ;
- trois (3) conseillers au moins ;
- trois (03) vérificateurs au moins ;
- un Greffier en chef ;
- des greffiers ;
- un Avocat général au moins ;
- un Attaché de parquet ;
- un Chef de service administratif et financier ;
- un Personnel d'appui.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement des Chambres régionales des comptes sont déterminés par une loi.

Art. 7 : La Cour des comptes est composée de Magistrats de l'ordre judiciaire, de fonctionnaires et de personnalités nommés, en raison de leur compétence et de leur expérience en matière de finances publiques, de comptabilité publique ou privée, de gestion et d'audit, d'informatique ou en toute matière utile au bon accomplissement des missions de la Cour.

Ils sont magistrats financiers.

Ils sont répartis entre les quatre (04) grades suivants :

- Conseiller ;
- Conseiller référendaire ;

- Conseiller maître ;
- Conseiller hors grade.

Ils sont soumis aux obligations définies par le Code de déontologie de la Cour.

Art. 8 : Les magistrats du siège de la Cour des comptes et ceux des chambres régionales sont nommés par décret du Président de la République, sur proposition du Ministre en charge de la justice, après avis du Conseil supérieur de la magistrature.

Les magistrats du siège sont inamovibles.

Les magistrats du Parquet général et du Secrétariat général sont nommés par décret du Président de la République, sur proposition du Ministre en charge de la justice.

Art. 9 : Les vérificateurs sont nommés par arrêté du Premier président parmi les personnes titulaires d'un diplôme supérieur en finances publiques, comptabilité publique ou privée, en contrôle de gestion, en fiscalité, en audit, en informatique ou toute matière utile au bon accomplissement des missions de la Cour et ayant au moins trois (3) ans d'expérience.

Ils sont répartis entre les quatre (04) grades suivants :

- deuxième grade ;
- premier grade ;
- grade principal ;
- grade exceptionnel.

Les vérificateurs sont soumis aux obligations définies par le code de déontologie de la Cour.

Ils peuvent être appelés à siéger aux audiences avec voix consultative.

Avant de prendre fonction, ils prêtent le serment suivant devant la Cour des comptes siégeant en audience ordinaire :

" Je jure devant Dieu et promets de remplir avec exactitude et probité les fonctions dont je suis investi et de ne rien divulguer de ce que j'aurais été appelé à connaître en raison de l'exercice de ces fonctions ".

Art. 10 : Les membres de la Cour des comptes portent aux audiences un costume dont les caractéristiques sont définies par décret.

Art. 11 : Le Premier président de la Cour des comptes est choisi parmi les Conseillers hors grade ou à défaut parmi les conseillers maîtres les plus anciens ou parmi les magistrats de l'ordre judiciaire les plus anciens dans le grade le plus élevé ou parmi les fonctionnaires et personnalités, en raison de leur compétence et de leur expérience en matière juridique, de comptabilité publique ou privée, de gestion et d'audit, ou en toute matière utile au bon accomplissement des missions de la Cour.

Dans les trois (3) derniers cas, il acquiert automatiquement le grade de Conseiller hors grade.

Il est nommé par décret du Président de la République sur proposition du Ministre en charge de la justice, après avis du Conseil supérieur de la magistrature.

Le Premier président de la Cour est nommé pour une durée de six (6) ans renouvelable une fois.

Avant de prendre fonction, il prête en audience publique solennelle devant le Président de la République, en présence du Ministre en charge de la justice, le serment ci-après :

" Je jure devant Dieu et devant les hommes de bien et fidèlement remplir la fonction dont je suis investi, de l'exercer en toute impartialité dans le respect de la Constitution et des lois et règlements en vigueur, de garder le secret des délibérés et des votes auxquels je peux être appelé à participer, de ne prendre aucune position publique ou privée sur les questions relevant de la compétence de la Cour et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat ".

Art. 12 : Les présidents de Chambre et le Rapporteur général sont choisis parmi les conseillers hors grade ou à défaut parmi les conseillers maîtres les plus anciens.

Le Rapporteur général a rang de président de Chambre.

Les présidents de section sont choisis parmi les conseillers maîtres les plus anciens dans le grade ou à défaut parmi les Conseillers référendaires les plus anciens dans le grade.

Les présidents de Chambre sont nommés pour une durée de cinq (5) ans renouvelable.

Le Premier président, les présidents des chambres, le Rapporteur général et les conseillers de la Cour des comptes ont qualité de magistrats du siège.

Il ne peut être mis fin à leurs fonctions que par suite de décès, de démission, de mise à la retraite ou expiration de la période pour laquelle ils ont été nommés ou révocation après avis du Conseil supérieur de la magistrature.

Art. 13 : L'accès au corps des magistrats s'effectue par voie de nomination, de sélection à la suite d'un appel à candidature et par promotion interne.

L'accès au corps des vérificateurs s'effectue par voie de sélection à la suite d'un appel à candidature et par promotion interne.

Les magistrats et les vérificateurs forment le personnel de contrôle de la Cour.

Une loi détermine le statut du personnel de contrôle de la Cour.

Art. 14 : Les présidents de Chambre, le Rapporteur général et les conseillers de la Cour des comptes sont nommés par décret du Président de la République sur proposition du Ministre en charge de la justice, après avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature.

Avant de prendre fonction, ils prêtent en audience publique solennelle, sous la présidence du Premier président le serment prévu à l'article 11 ci-dessus.

Les présidents de section sont nommés par arrêté du Premier président sur proposition des présidents de Chambre, après avis du Parquet général. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes conditions.

Art. 15 : Le Procureur général est choisi parmi les magistrats de l'ordre judiciaire les plus anciens dans le grade le plus élevé ou parmi les Conseillers hors grade ou à défaut parmi les Conseillers maîtres les plus anciens. Dans le premier et le dernier cas, il acquiert automatiquement le grade de Conseiller hors grade.

Le Procureur général est nommé par décret du Président de la République sur proposition du Ministre en charge de la justice.

Avant de prendre fonction, le Procureur général prête en audience publique solennelle, devant le Président de la République, en présence du Ministre en charge de la justice le serment ci-après :

" Je jure devant Dieu et devant les hommes de bien et fidèlement remplir la fonction dont je suis investi, de l'exercer en toute impartialité dans le respect de la Constitution et des lois et règlements en vigueur et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat ".

Art. 16 : Le Premier avocat général est choisi parmi les magistrats de l'ordre judiciaire les plus anciens dans le grade le plus élevé ou parmi les conseillers hors grade ou à défaut parmi les conseillers maîtres les plus anciens. Il a rang de président de Chambre.

Les avocats généraux exerçant leurs fonctions à la Cour et dans les chambres régionales des comptes sont choisis parmi les magistrats de l'ordre judiciaire les plus anciens dans le grade le plus élevé ou parmi les conseillers maîtres les plus anciens ou à défaut parmi les conseillers référendaires les plus anciens.

Le Premier avocat général et les avocats généraux sont nommés par décret du Président de la République sur proposition du Ministre en charge de la justice.

Avant de prendre fonction ils prêtent en audience publique solennelle sous la présidence du Premier président le serment prévu à l'article 15 ci-dessus.

Art. 17 : Le service du parquet est dirigé par un Chef de parquet choisi parmi les greffiers principaux ou à défaut parmi les greffiers centraux mis à la disposition de la Cour par le Ministre en charge de la justice et ayant au moins dix (10) ans d'ancienneté dans le corps de greffiers.

Le Chef du parquet est nommé par arrêté du Premier président après avis du Procureur général près la Cour des comptes.

Les attachés de parquet sont mis à la disposition de la Cour des comptes par le Ministre en charge de la justice et nommés au service du Parquet de la Cour par le Premier président, après avis du Procureur général.

Avant de prendre fonction, le Chef du parquet et les attachés de parquet prêtent devant la Cour des comptes siégeant en audience ordinaire le serment prévu pour les greffiers.

Art. 18 : Le Secrétaire général est choisi parmi les conseillers hors grade ou à défaut parmi les conseillers maîtres les plus anciens. Il a rang de président de Chambre.

Il est assisté d'un Secrétaire général adjoint choisi parmi les Conseillers maîtres les plus anciens ou à défaut parmi les Conseillers référendaires les plus anciens.

Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint sont nommés par décret du Président de la République, sur proposition du Ministre en charge de la justice, après avis du Premier président.

Avant de prendre fonction le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint prêtent en audience publique solennelle sous la présidence, du Premier président, le serment suivant : *" Je jure devant Dieu et devant les hommes de bien et fidèlement remplir la fonction dont je suis investi, de l'exercer en toute impartialité dans le respect de la Constitution et des lois et règlement en vigueur et de me conduire en tout comme un digne et loyal magistrat "*.

Art. 19 : Le Secrétaire général assure sous l'autorité du Premier président, le fonctionnement des services administratifs et techniques de la Cour des comptes. Le Premier président peut, sauf dans les matières prévues aux articles 32, 33 et 34 lui déléguer par arrêté, sa signature.

Le Secrétaire général assiste aux réunions du bureau de la Cour des comptes. Il est suppléé en cas d'absence ou d'empêchement par le Secrétaire général adjoint.

Art. 20 : Les autres attributions du Secrétaire général de la Cour des comptes et le fonctionnement des départements sont précisés par décisions du Premier président de la Cour des comptes.

Art. 21 : Le greffe de la Cour et celui des chambres régionales sont constitués de greffiers principaux et centraux ayant au moins dix ans de fonction dans le corps des greffiers. Ils sont mis à la disposition de la Cour par le Ministre en charge de la justice après avis du Premier président. Ils sont nommés par arrêté du Premier président.

Le Greffier en chef de la Cour est Chef du greffe central. Il est nommé par arrêté du Premier président après avis du bureau, parmi les greffiers principaux en service à la Cour dans le grade le plus élevé.

Sur proposition de leurs présidents de chambres, les chefs de chambres sont nommés par arrêté du Premier président parmi les greffiers principaux ou centraux en service dans les Chambres. Ils coordonnent les activités du greffe auprès des Chambres.

Le greffe veille à la réception physique des comptes, des pièces et documents prévus par la présente loi. Il enregistre les comptes et les autres documents comptables produits à la Cour et en assure la distribution aux chambres selon le programme de contrôle. En cas de retard ou de non production des comptes, il en réfère au Procureur général.

Il procède à l'archivage desdits comptes et documents.

Le Greffier en chef certifie les expéditions des actes et des ordonnances et en assure la notification. Il délivre et certifie les extraits et copies des actes juridictionnels.

Avant de prendre fonction, le Greffier en chef, les chefs de Chambre et les greffiers prêtent devant la Cour des comptes, en audience ordinaire, le serment ci-après :

" Je jure devant Dieu et promets de remplir avec exactitude et probité les fonctions dont je suis investi et de ne rien divulguer de ce que j'aurais été appelé à connaître en raison de leur exercice ".

Art. 22 : Les chefs de département sont nommés par arrêté du Premier président, après avis du bureau de la Cour.

Avant de prendre fonction, les chefs de département prêtent le serment prévu à l'article 21 ci-dessus.

Le personnel de la Cour autre que le personnel de contrôle constitue le personnel administratif et technique.

Un décret détermine le statut particulier qui le régit.

Chapitre III : De l'organisation

Section 1 : Des dispositions communes

Art. 23 : La Cour des comptes comprend quatre (4) chambres :

- la première Chambre est chargée du contrôle des opérations de l'État ;
- la deuxième Chambre est chargée du contrôle des opérations des collectivités territoriales ;
- la troisième Chambre est chargée du contrôle de la gestion financière et comptable des établissements publics à caractère industriel et commercial, des sociétés d'État, des sociétés d'économie mixte, des organismes subventionnés par l'État et autres organismes dans lesquels l'État ou les collectivités publiques ont un intérêt financier, de la gestion financière et comptable des sociétés d'économie mixte dont le rôle et les activités procèdent d'un intérêt stratégique tel que déterminé par l'État, des projets de développement financés sur ressources extérieures et tout organisme soumis au contrôle de la Cour des comptes ;
- la quatrième Chambre est chargée de la discipline budgétaire et financière, du contrôle de la déclaration des biens et des comptes annuels des partis politiques.

Art. 24 : Les chambres peuvent être subdivisées en sections par arrêté du Premier président de la Cour des comptes, sur proposition des présidents de chambre et après avis du Parquet général.

Un arrêté du Premier président précise la composition et les attributions des sections.

En cas de nécessité, des équipes de contrôle composées de membres de plusieurs chambres peuvent être constituées par décision du Premier président de la Cour.

Il est créé dans chaque région, une chambre régionale des comptes.

Les chambres régionales des comptes, chacune dans son ressort, jugent l'ensemble des comptes des comptables publics des collectivités territoriales, de leurs établissements publics ainsi que les comptes des personnes qu'elles ont déclarées comptables de fait. Elles assurent également le contrôle de la gestion desdites collectivités et de leurs groupements.

Elles reçoivent le serment des comptables publics principaux des collectivités territoriales de leur ressort.

Les chambres régionales peuvent, sur délégation de la Cour des comptes, statuer sur les comptes et la gestion des établissements publics nationaux et autres organismes publics de leur ressort.

La Cour des comptes statue en appel sur les décisions des chambres régionales.

Section 2 : De l'administration de la Cour

Art. 25 : Le Premier président de la Cour des comptes est le Chef de l'Administration. A cet effet, il peut prendre des arrêtés, des décisions et des instructions.

Il nomme par arrêté le Secrétaire particulier, le Chef de Cabinet et l'Agent de protocole.

Il est ordonnateur principal du budget de la Cour.

Il réunit les membres de la Cour en Assemblée générale pour délibérer sur toute question intéressant l'ensemble de la Cour ou sur toutes questions à elle soumises.

Le Premier président procède par ordonnance à la répartition des conseillers entre les différentes chambres.

En cas de nécessité, un même Conseiller peut être provisoirement mis à la disposition d'une autre chambre par décision du Premier président de la Cour des comptes.

Le Premier président représente la Cour auprès des autorités des pays étrangers et des organisations internationales. Il a en charge les relations avec les institutions supérieures de contrôle des finances publiques des pays étrangers et leurs groupements associatifs. Il peut contracter avec les organismes de même nature des pays étrangers qui peuvent lui confier des missions dans le cadre des compétences et des capacités d'expertise de la Cour.

En cas d'absence, d'empêchement, de démission ou de décès, il est suppléé par le Président de chambre le plus ancien dans la fonction et à ancienneté égale par le Président de chambre le plus âgé.

Art. 26 : Le Premier président est assisté d'un bureau placé sous sa présidence et composé des présidents de chambre, du Procureur général, du Premier avocat général, du Rapporteur général et du Secrétaire général. Le Secrétaire général assure le Secrétariat dudit bureau.

Le bureau arrête le programme annuel de contrôle. Il définit l'organisation générale des travaux.

Le Rapporteur général est chargé de l'élaboration du rapport général public annuel et du développement des outils de contrôle.

Art. 27 : L'Assemblée générale de la Cour des comptes délibère et adopte le Règlement intérieur de la Cour.

Art. 28 : L'Assemblée générale est composée de tous les membres de la Cour des comptes tant du siège que du Parquet.

Le Premier président de la Cour des comptes préside l'Assemblée générale. Il est suppléé, en cas d'absence ou d'empêchement par le plus ancien des présidents de chambre et à ancienneté égale par le Président de chambre le plus âgé.

Art. 29 : Le Procureur général dirige le Parquet près la Cour des comptes. Il exerce toutes les attributions du Ministère public par voie de réquisitions ou de conclusions.

Il est présent ou représenté dans les formations consultatives de la Cour quand il n'en est pas membre.

Il veille à la bonne application des lois et règlements au sein de la Cour des comptes.

Il adresse des conclusions et des réquisitions écrites ou fait des observations orales complémentaires aux différentes formations juridictionnelles. Tous les rapports ou arrêtés portant sur les gestions de fait, les saisines de faute de gestion, les recours en révision ou les pourvois en cassation lui sont obligatoirement communiqués, pour avis.

Il peut communiquer directement avec les autorités administratives ou judiciaires par notes du Parquet.

Il tient la liste des ordonnateurs, des administrateurs de crédits et des comptables publics ainsi que des services de l'État, des collectivités territoriales et des entreprises ou organismes assujettis au contrôle de la Cour.

Il veille à la production des comptes et des pièces justificatives dans les délais requis par la loi.

Il est consulté par le Premier président de la Cour avant toute décision de destruction des liasses.

Il défère à la Cour les opérations présumées constitutives de gestion de fait ou les actes susceptibles de relever de la chambre chargée de la discipline budgétaire et financière.

Il requiert l'application des amendes prévues par la présente loi.

Il suit, en relation avec les services habilités du Ministère chargé des finances, l'exécution des arrêts et décisions de la Cour.

Art. 30 : Le Procureur général assure l'administration et la discipline du Parquet général.

Il est suppléé en cas d'absence ou d'empêchement par le Premier Avocat général ou, le cas échéant, par l'Avocat général le plus ancien.

Le Parquet général est placé sous l'autorité du Ministre en charge de la justice.

Art. 31 : Les présidents de chambre dirigent les activités de leur chambre. À ce titre, ils :

- président les audiences et réunions de leur chambre ;
- gèrent le personnel affecté auprès de leur chambre ;
- soumettent au Premier président de la Cour des comptes, leurs propositions en vue de l'établissement du programme annuel d'activités et assurent la mise en œuvre et le suivi du programme approuvé ;

- répartissent les dossiers entre les membres de leur chambre et veillent à leur traitement dans les meilleurs délais ;
- informent régulièrement le Premier président de la Cour des comptes sur l'état d'exécution des travaux en cours et lui proposent toutes mesures propres à accroître les performances de la juridiction ;
- s'assurent de la qualité des contrôles effectués et des rapports, arrêts et autres documents produits ;
- veillent à la formation permanente des membres placés sous leur autorité et à l'application des méthodologies ou normes de vérification adoptées par la Cour ;
- transmettent au Premier président de la Cour des comptes les projets de référé et d'insertion au rapport général annuel émanant de leur chambre.

Section 3 : Des formations de la Cour

Art. 32 : Chacune des chambres visées à l'article 23 ci-dessus est composée d'un Président de chambre, de conseillers et de vérificateurs. Elle est assistée d'un Greffier de chambre.

Le Premier président de la Cour des comptes peut, à sa convenance, présider toute formation de la Cour. Il signe les décisions et arrêts rendus sous sa présidence.

En cas d'empêchement d'un président de chambre, le Conseiller le plus ancien de la chambre préside ladite chambre.

La chambre délibère en nombre impair.

Art. 33 : La Cour des comptes se réunit :

1. en audience ordinaire
 - pour recevoir le serment des comptables publics principaux ;
 - pour recevoir le serment des vérificateurs, du Greffier en chef, des chefs de département, du Chef de parquet, des chefs de chambre, des greffiers et des attachés de parquet ;
 - pour juger les comptes des comptables publics et sanctionner les gestions de fait ou les fautes de gestion.

La formation de jugement se compose du Président de chambre et de deux (2) conseillers.

La formation de jugement peut toutefois se faire assister, à l'initiative du Président de chambre, de vérificateurs avec voix consultative.

2. en audience solennelle pour installer les membres de la Cour ou pour recevoir le serment des magistrats.

3. en formation inter-chambres pour statuer sur les appels formés contre les jugements rendus en premier ressort par les chambres régionales des comptes en contrôle juridictionnel. La formation inter-chambres est présidée par un Président de chambre, désigné par ordonnance du Premier président. Elle est en outre composée d'un Magistrat par chambre, d'un Avocat général et d'un greffier.

4. en chambres réunies :

- pour juger les affaires qui lui sont déférées directement par le Premier président sur renvoi d'une chambre et après réquisition du Ministère public ou les pourvois et recours en révision contre les arrêts définitifs ;
- pour formuler des avis ;
- sur les questions de jurisprudence ou des règles de procédures ;

- sur toutes les questions pour lesquelles le Premier président de la Cour des comptes estime cet avis nécessaire.

Les chambres réunies comprennent l'ensemble des magistrats du siège. Le Parquet général y est représenté par le Procureur général.

En outre, les présidents des chambres régionales des comptes peuvent sur invitation du Premier président, assister aux audiences des chambres réunies consacrées à la formulation d'avis sur les questions de jurisprudence ou de procédure.

Le Greffier en chef assure la tenue de la plume.

Avant l'audience, le Premier président désigne un Conseiller rapporteur lequel présente son rapport le jour de l'audience.

Elles ne délibèrent valablement qu'en présence des trois quart (3/4) au moins de leurs membres. Le Premier président en assure la présidence.

En cas d'empêchement ou d'absence de celui-ci, les chambres réunies sont présidées par le président de chambre le plus ancien.

Toutefois, les magistrats ayant siégé dans la composition qui a rendu la décision soumise à l'examen de la formation inter-chambre et des chambres réunies ne sont pas membres de ces compositions.

5. en chambres de Conseil :

- pour adopter le programme d'activités de la Cour ;
- pour délibérer sur toutes affaires qui lui sont soumises par le Premier président.

La chambre de Conseil se compose du Premier président, des présidents de chambre et de deux (2) conseillers par chambre choisis par les présidents de chambre.

Le Secrétaire général prend part aux travaux avec voix consultative.

6. en Assemblée générale :

- pour délibérer sur toute question intéressant l'ensemble de la Cour ou sur toute question à elle soumise par le Premier président ;

- pour adopter le rapport général public annuel ;

- pour adopter le Règlement intérieur.

Art. 34 : Les délibérations de la Cour sont exprimées en la forme d'arrêts, de référés, de notes, de rapports, de procès-verbaux ou de communications aux intéressés, aux pouvoirs publics ou aux autorités administratives compétentes. A l'exception de l'audience plénière solennelle, les séances des diverses formations se déroulent à huis clos.

TITRE III : DE LA PROCÉDURE À SUIVRE DEVANT LA COUR DES COMPTES

Chapitre premier : Des dispositions communes

Art. 35 : Tout comptable public doit rendre compte de sa gestion devant la Cour.

Aux termes de la présente loi, est comptable public tout fonctionnaire ou agent ayant qualité pour exécuter, au nom d'un organisme public, des opérations de recettes, de dépenses ou de manquement de titres, soit au moyen des fonds et valeurs dont il a la garde, soit par virement interne d'écritures, soit par l'entremise d'autres comptables publics ou de comptes externes de disponibilités dont il ordonne ou surveille les mouvements.

Les comptables publics sont principaux ou secondaires. Les comptables principaux rendent directement leurs comptes à la Cour des comptes. Ils centralisent et procèdent à l'apurement administratif des opérations des comptables secondaires sous réserve du droit d'évocation de la Cour des comptes portant sur la responsabilité éventuelle du comptable secondaire.

Chapitre II : De la vérification et du jugement des comptes

Section 1 : Des règles générales de procédure

Art. 36 : Les comptes sont produits annuellement à la Cour, appuyés des pièces générales et justificatives, dans les conditions fixées par les règlements financiers.

Après l'enregistrement du dossier au greffe, le Greffier en chef le transmet au Premier président de la Cour qui le transmet dans les meilleurs délais au Président de la chambre compétente.

La Cour procède à la vérification de ces pièces pour préparer le jugement des comptes des comptables et pour assurer le contrôle de la gestion de l'ordonnateur et de ses délégués.

Toutefois, en ce qui concerne les opérations de l'État, la Cour reçoit trimestriellement les pièces justificatives des recettes et des dépenses effectuées au titre du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux du Trésor.

Sont vérifiées dans les locaux des services gestionnaires ou centralisateurs les pièces justifiant les catégories de dépenses ou de recettes publiques fixées par arrêté du Ministre en charge des finances pris sur proposition du Premier président et du Procureur général.

Après la présentation du dossier, il ne peut y être fait aucun changement.

Un rapport sur la gestion des matériels retraçant les opérations de l'année précédente est adressé chaque année à la Cour. Ce rapport traite notamment de l'utilisation des stocks, de leur renouvellement, des pertes constatées et des responsabilités encourues.

En cas de traitement informatisé, les stocks peuvent être valablement représentés par des situations mécanographiques complétées par des états annexes.

Art. 37 : À défaut de comptable, le compte ne peut être signé et présenté que par un commis d'office nommé par le Ministre en charge des finances en lieu et place du comptable lorsque les circonstances l'exigent.

L'arrêté du Ministre en charge des finances nommant le commis d'office fixe le délai imparti à ce dernier pour présenter le compte.

Le compte est toujours rendu au nom du titulaire de l'emploi.

Art. 38 : Sauf décision contraire du Ministre en charge des finances, les comptables remplacés en cours d'année ne sont pas tenus de rendre un compte séparé de leur gestion.

Il est tenu un compte unique des opérations de l'exercice qui sera préparé et mis en état d'examen par le comptable en fonction au 31 décembre ou à la clôture de l'exercice, selon que les comptes comprennent seulement les opérations de l'année ou comprennent en outre celles de la période complémentaire de l'exercice.

Ce compte fait apparaître distinctement les opérations propres à chacun des comptables qui se sont succédés dans le poste pendant l'année ou l'exercice, chacun restant responsable de sa gestion personnelle.

Chaque comptable devra certifier le compte en faisant précéder sa signature d'une mention aux termes de laquelle il s'approprie expressément les opérations en recettes et en dépenses de sa gestion.

La Cour des comptes peut, après cette certification, demander les pièces justificatives complémentaires aux comptables cessant leur service ou entrant en fonction en cas de mutation.

Section 2 : De l'instruction

Art. 39 : Au vu du programme annuel établi selon les dispositions de l'article 26 de la présente loi, le président de chambre répartit les comptes et les situations comptables entre les Conseillers rapporteurs.

Le Conseiller rapporteur qui procède à l'instruction peut être assisté par d'autres Magistrats et par des vérificateurs désignés par le président de la chambre.

Art. 40 : La procédure d'instruction est écrite et contradictoire.

Art. 41 : Le président de chambre peut, par ordonnance, autoriser la communication aux représentants des services publics des pièces reçues par la chambre, à charge de leur réintégration dans un délai qu'il fixe.

Art. 42 : Les conseillers rapporteurs ont tous pouvoirs d'investigation pour l'instruction des comptes ou affaires qui leur sont distribués.

L'instruction comporte, en tant que de besoin, toutes demandes de renseignements, enquêtes ou expertises sur place.

Les directeurs ou chefs de services, les comptables et les autorités de tutelle sont tenus de communiquer aux magistrats de la Cour des comptes, sur leur demande, tous documents et de fournir tous renseignements relatifs à la gestion des services et organismes soumis au contrôle de ladite Cour.

Les conseillers rapporteurs peuvent se transporter auprès des comptables, des directeurs, chefs et administrateurs de services ou organismes soumis au contrôle de la Cour ou dont les comptes sont soumis à son jugement. Ceux-ci doivent prescrire toutes dispositions pour leur permettre de prendre connaissance des écritures et de tous les documents, en particulier, des pièces préparant et justifiant le recouvrement des recettes, l'engagement, la liquidation et le paiement des dépenses.

Les conseillers rapporteurs peuvent se faire délivrer copie des pièces nécessaires à leur contrôle.

Ils ont également accès à tous immeubles, locaux et propriétés compris dans le patrimoine de l'État ou des autres personnes morales soumises aux jugements ou contrôle de la Cour et peuvent procéder à la vérification des fournitures, matériels, travaux et constructions ainsi que de toute comptabilité.

Art. 43 : L'obligation du secret professionnel n'est pas opposable aux magistrats de la Cour des comptes à l'occasion des enquêtes effectuées par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

Toutefois, lorsque les communications et auditions portent sur des sujets de caractère secret concernant la défense nationale, les affaires étrangères, la sécurité intérieure ou extérieure de l'État, sur des éléments confidentiels de la gestion industrielle, commerciale ou financière des entreprises publiques ou sur un dossier faisant l'objet d'une instruction pénale, le Premier président de la Cour et le Procureur général près ladite Cour prennent toutes les dispositions pour garantir strictement le secret des investigations et des observations.

Toute enquête donne lieu à un ordre de mission établi par le Premier président sur proposition du Président de chambre.

Art. 44 : Tout refus injustifié soit de communiquer les renseignements ou documents demandés, soit de laisser visiter les locaux, soit de répondre à une convocation est passible d'une amende de cent mille (100.000) francs minimum et d'un million (1.000.000) de francs maximum, délibérée en chambres réunies.

Lorsque le refus est persistant, les montants de l'amende sont portés au double.

En cas d'entrave caractérisée, outre les sanctions disciplinaires ou administratives qui peuvent être demandées par la Cour, le Premier président de la Cour peut désigner un commis d'office, à la place du responsable de l'entrave et à ses frais.

Toute destruction de preuve ou de pièces justificatives est considérée comme une entrave caractérisée et peut, en outre, faire l'objet de poursuites pénales.

Art. 45 : La Cour des comptes peut recourir, pour des enquêtes, études, analyses ou toute autre opération à caractère technique, à l'assistance d'experts ou de cabinet d'experts.

Les experts sont assujettis au secret professionnel.

Ils prêtent serment devant la Cour des comptes siégeant en audience ordinaire selon la formule suivante :

" Je jure devant Dieu et promets de remplir avec exactitude et probité les fonctions dont je suis investi et de ne rien divulguer de ce que j'aurais été appelé à connaître en raison de l'exercice de ces fonctions ".

Art. 46 : La Cour des comptes a pouvoir d'entendre tout Responsable ou représentant de services ou d'organismes soumis à son contrôle, tout gestionnaire de fonds publics, tout dirigeant d'entreprise publique, tout membre d'une institution ou corps de contrôle sur injonction de son Premier président.

Les institutions et corps de contrôle sont tenus, systématiquement, de faire parvenir copie de leurs rapports d'enquête à la Cour, laquelle les tient à la disposition des présidents de chambres et du Procureur général, pour toutes fins utiles.

Art. 47 : Le Conseiller rapporteur met l'affaire en état. Une fois l'instruction terminée, il dresse :

- un rapport juridictionnel appuyé des pièces justificatives et propose un projet de décision ;
- et s'il y a lieu un rapport administratif relevant les fautes de gestion ou les gestions de fait appuyé des pièces justificatives.

Il transmet ensuite l'ensemble du dossier au Président de chambre concerné.

Art. 48 : Le rapport juridictionnel et, le cas échéant, le rapport administratif accompagnés des pièces justificatives sont communiqués au Procureur général.

Dans les trente (30) jours qui suivent la réception, le Procureur général retourne le dossier au greffe central avec ses conclusions.

Section 3 : De l'audience

Art. 49 : Le Président de chambre fixe la date de l'audience où l'affaire sera appelée et jugée.

La Cour se prononce après audition du Rapporteur et observations du Procureur général. La Cour siège à huis clos.

Les comptables ne sont pas admis à discuter en séance, ni en personne, ni par mandataire, les décisions de la Cour. Toutefois, lorsque les comptables encourent une amende, ils peuvent se faire assister par un avocat de leur choix sans que cette assistance puisse valoir représentation en matière de jugement des comptes.

La Cour peut néanmoins, par décision spéciale et motivée ordonner la comparution personnelle des parties, de leurs mandataires ou de toute personne dont la présence est estimée utile.

Art. 50 : Les décisions de la Cour des comptes sont prises à la majorité simple de ses membres.

Les arrêts sont rendus en audience publique. Ils sont signés par le Président de chambre et le Greffier audiencier.

Art. 51 : La Cour apprécie la régularité des justifications des opérations inscrites dans les comptes. Elle rend des arrêts provisoires et des arrêts définitifs.

Lorsque le compte est reconnu régulier, la chambre rend un arrêt de décharge à l'égard du comptable demeuré en fonction. A l'égard du comptable sorti de fonction, elle rend un arrêt de quitus sur la gestion concernée.

Art. 52 : Lorsque la Cour des comptes constate des irrégularités mettant en cause la responsabilité du comptable, elle enjoint à ce dernier de se justifier ou d'apporter la preuve de leurs rectifications.

Les charges relevées contre le comptable sont portées à sa connaissance par un arrêt provisoire. Cet arrêt peut comporter communication des pièces, à charge de réintégration.

Art. 53 : Les arrêts de la Cour des comptes n'apportent pas de changement au résultat général du compte en jugement. Toutefois, en cas d'inexactitude dans le report du reliquat fixé par un arrêt précédent, le comptable est tenu de passer les écritures de régularisation au compte de la gestion en cours.

Dans son arrêt provisoire, la Cour des comptes arrête le solde en fin de gestion et fait obligation au comptable d'en prendre charge au compte de la gestion suivante. Elle arrête, lorsque le compte comprend de telles opérations, le montant des recettes et dépenses effectuées durant la période complémentaire du dernier exercice en jugement et constate la conformité des résultats présentés par le compte du comptable et le compte de l'ordonnateur.

Art. 54 : Les comptables disposent d'un délai d'un (1) mois pour répondre aux injonctions prononcées par l'arrêt provisoire à compter de sa notification.

Art. 55 : En cas de mutation de comptables, le comptable en exercice est tenu de donner suite aux injonctions portant sur la gestion de son prédécesseur. Il communique à ce dernier une copie de l'arrêt et des réponses destinées à y satisfaire et adresse ses réponses à la Cour après acquiescement du comptable sorti de fonctions.

Dans ce cas, le délai prévu à l'article 54 ci-dessus est porté à deux (2) mois.

Art. 56 : Lorsque l'apurement d'une gestion présente des difficultés particulières, le Ministre en charge des finances peut nommer un commis d'office chargé de donner suite aux injonctions, en lieu et place du comptable.

Art. 57 : Si le comptable a satisfait aux injonctions formulées par l'arrêt provisoire ou produit toutes justifications reconnues valables, la Cour lève les charges qu'elle avait relevées.

Toutefois, en raison de l'obligation qui lui est faite de reprendre, au compte de la gestion suivante, le solde arrêté conformément à l'article 53 ci-dessus, le comptable ne pourra être définitivement déchargé de sa gestion que lorsque l'exacte reprise de ce solde aura été constatée.

Art. 58 : Si les réponses produites par le comptable ne sont pas jugées satisfaisantes, la Cour confirme par un arrêt définitif les charges qu'elle avait retenues.

Si le compte est irrégulier par défaut, c'est-à-dire si les écritures du comptable ne font pas état de tous les deniers qu'il a reçus ou aurait dû recevoir, ou s'il a payé à tort certaines dépenses, l'arrêt le déclare en "détet".

La Cour peut toutefois avant de prononcer un arrêt définitif, rendre sur un même compte plusieurs arrêts provisoires.

Art. 59 : Sous réserve du droit d'évocation de la Cour des comptes exercé par voie d'arrêt, le Comptable principal apure les opérations présentées par les comptables secondaires des organismes publics d'État désignés par la réglementation en vigueur.

Si le Comptable secondaire est déchargé ou quitte du comptable principal, sa décision produit les mêmes effets qu'une décision de la Cour.

En cas de débet, le Comptable principal en fixe le montant à titre conservatoire et transmet le dossier et les pièces justificatives à la Cour des comptes qui, après demande de justification au comptable, statue à titre définitif. De la même façon, le Président de la Cour, sur proposition du Président de la chambre chargée des opérations des collectivités territoriales, peut en cas d'encombrement de cette chambre, décider par ordonnance que certains comptes concernant les collectivités locales et leurs établissements publics subordonnés, seront apurés par un comptable supérieur du Trésor.

Art. 60 : La Cour des comptes établit par arrêts définitifs que les comptables sont quittes, en avance ou en débet.

Dans les deux premiers cas, elle annonce leur décharge définitive et, si les comptables ont cessé leurs fonctions, autorise le remboursement de leur cautionnement et ordonne mainlevée et radiation des oppositions et inscriptions hypothécaires mises sur leurs biens en raison de leur gestion.

Dans le cas où le comptable est en débet, la Cour le condamne à le solder, avec les intérêts de droit, au Trésor national ou à la caisse de la collectivité territoriale concernée ou de l'établissement public intéressé. Au vu de l'arrêt de débet, le Ministre en charge des finances met en jeu la responsabilité du comptable et, le cas échéant, les garanties correspondantes.

Le montant de l'avance éventuelle sera comptabilisé en recettes au profit de l'organisme concerné.

Les comptes de gestion déposés en état d'examen à la Cour doivent être jugés dans un délai de cinq (5) ans. En l'absence de jugement dans ce délai, le comptable public est d'office déchargé de sa gestion.

Art. 61 : Si dans l'examen des comptes, il apparaît des faits susceptibles d'être qualifiés de délit ou de crime, le Président de la Cour en informe les Ministres concernés, le Ministre en charge des finances et en réfère au Ministère public près la Cour pour saisine du Procureur de la République près le Tribunal de grande instance du lieu de commission de l'infraction.

Chapitre III : Des gestions de fait

Art. 62 : La Cour juge aussi les comptes des comptables de fait.

Elle déclare comptable de fait, toute personne qui effectue sans y être habilitée par l'autorité compétente, des opérations de recettes, de dépenses, de détention et de maniement de fonds ou de valeurs appartenant à l'un des organismes publics soumis au contrôle de la Cour, ou qui, sans avoir la qualité de comptable public, procède à des opérations portant sur des fonds ou valeurs n'appartenant pas auxdits organismes, mais que les comptables publics sont exclusivement chargés d'exécuter en vertu des lois et règlements en vigueur.

En outre, peut être notamment considéré comme coauteur, responsable d'une gestion de fait, tout fonctionnaire ou agent ainsi que tout titulaire d'une commande publique, qui en consentant ou en incitant soit à exagérer les mémoires et factures, soit à dénaturer les énonciations, s'est prêté sciemment à l'établissement d'ordonnances de paiement, de mandats, de justifications ou d'avois fictifs.

Art. 63 : Les opérations de nature à constituer des gestions de fait sont déferées à la Cour par le Procureur général, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Ministre en charge des finances, des Ministres intéressés, des comptables publics, sans préjudice du droit de la Cour de s'en saisir d'office au vu des constatations faites à l'occasion notamment de la vérification des comptes ou des situations comptables.

Art. 64 : Lorsque la Cour déclare une personne comptable de fait, elle lui enjoint par le même arrêt de produire son compte dans un délai qu'elle lui fixe et qui ne peut être inférieur à deux (2) mois.

Les dispositions des articles 43 à 54 ci-dessus s'appliquent aux comptables de fait.

Art. 65 : Si plusieurs personnes ont participé en même temps à une gestion de fait, elles sont déclarées conjointement et solidairement comptables de fait et ne produisent qu'un seul compte.

Suivant les opérations auxquelles chacune a pris part, la solidarité peut porter sur tout ou parties de la gestion de fait.

Art. 66 : Le compte de la gestion de fait, dûment certifié et signé, appuyé de justifications, doit indiquer les opérations en recettes et en dépenses et faire le solde.

Ce compte doit être unique et englober toutes les opérations budgétaires de fait quelle qu'en puisse être la durée.

Art. 67 : L'utilité publique des dépenses portées dans le compte de la gestion de fait, doit, avant le jugement de compte, avoir été reconnue par l'autorité budgétaire compétente statuant dans les formes légales.

Art. 68 : Le compte de la gestion de fait doit être produit à la Cour avec les décisions de l'autorité budgétaire et les pièces justificatives. Il est jugé comme les comptabilités patentes.

Les dépenses dont l'utilité publique n'a pas été reconnue sont rejetées du compte.

Chapitre IV : Des amendes

Art. 69 : Tout comptable qui n'a pas présenté son compte dans les délais prescrits par les règlements peut être condamné par la Cour à une amende dont le montant est fixé à cent mille (100.000) francs au maximum par mois de retard.

Art. 70 : Tout comptable qui n'a pas répondu aux injonctions prononcées sur ses comptes dans le délai imparti d'un (1) mois peut être condamné à une amende de cinquante mille (50.000) francs au maximum par injonction et par mois de retard, s'il ne forme aucune excuse admissible au sujet de ce retard.

Le comptable public dispose d'un délai maximum d'un mois pour produire ses justifications aux observations et injonctions de la chambre. Le retard du comptable dans la production des justifications peut être sanctionné dans l'arrêt définitif par une amende de cent mille (100.000) francs au maximum par injonction et par mois de retard s'il ne fournit à la chambre aucune justification valable de ce retard. Le recouvrement de cette amende est assuré par le receveur général du Trésor qui est destinataire des extraits d'arrêts. Il est poursuivi par tous moyens de droit, notamment par précompte sur les traitements et salaires perçus par le comptable.

Art. 71 : Le commis d'office substitué au comptable défaillant pour présenter un compte ou satisfaire à des injonctions et le comptable en exercice chargé de présenter le compte comportant des opérations effectuées par des comptables sortis de fonctions ou de répondre à des injonctions portant sur la gestion de ses prédécesseurs sont passibles des amendes ci-dessus prévues, en raison des retards qui leur sont personnellement imputables.